

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse

**Band:** - (2010)

**Heft:** 2

**Artikel:** Une "ambassade" de la Résistance française à Genève en 1943-1944

**Autor:** Weck, Hervé de

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-514418>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 18.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Action contre les partisans en ex-Yougoslavie.

## Histoire

### Une « ambassade » de la Résistance française à Genève en 1943-1944

#### Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la France légale de Vichy et la France gaulliste ont des antennes en Suisse, qui brillent par leur discrétion comme si, pour elles, la Confédération ne représentait aucun intérêt. En 1943 les mouvements de la zone Sud, qui viennent de donner naissance aux Mouvements Unis de la Résistance (MUR), implantent à Genève une Délégation qui sera à la base de l'« Affaire suisse », l'une des crises les plus graves de la Résistance française.

Pour ces mouvements, il ne s'agit pas de « s'acoquiner » avec les Américains, mais d'accéder à un financement de Washington qui palliera le soutien insuffisant fourni par la France libre, de recevoir des armes et des matériels, de transmettre plus rapidement et sûrement des renseignements aux Alliés, d'organiser des filières de passage. Franchir la frontière franco-suisse permet de franchir d'autres frontières ! Pour les MUR et pour le jeune capitaine Henri Frenay, patron de Combat, le mouvement le plus important et le mieux structuré dans la Zone libre, il s'agit également de conserver une indépendance politique et tactique face au général de Gaulle, tout en se ralliant au symbole qu'il représente. A Berne, Allen Dulles, patron de l'OSS en Suisse et représentant personnel du président Roosevelt, soutient l'initiative. Tout cela à un moment où la méfiance marque les relations entre de Gaulle et les Etats-Unis.

#### Délégation générale de la Résistance en Suisse

Cette « ambassade » suscite l'hostilité radicale de Jean Moulin, chargé d'unifier la Résistance sous la seule autorité du général de Gaulle. Il parle de « trahison » et tente de torpiller la Délégation mise en place à l'initiative d'Henry Frenay. L'« Affaire suisse » suscite de violents débats au sein la résistance et des organes de la France libre. Henri Frenay et Combat accusent Jean Moulin de « crime », dès que celui met en danger l'existence de la Délégation. Une profonde incompréhension existe entre la résistance intérieure, qui s'est développée de manière

endogène sur le sol de la patrie, sans référence au gaullisme, et la France combattante du général de Gaulle, à Londres, représentée en France par Jean Moulin. La résistance rêve de refaire la France seule, de Gaulle veut atteindre le même objectif sans la Résistance...

Le soupçon s'installe au cœur de la Résistance; aujourd'hui, l'épisode suscite encore la polémique. Robert Belot, professeur à l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard, et Gilbert Karpman, spécialiste en cryptologie, donnent un nouvel éclairage à cette douloureuse question en exploitant le fonds privé et inédit du général Javet, chef de la Délégation à Genève, ainsi que l'ensemble des messages partiellement ou totalement chiffrés de la Résistance, échangés entre la Suisse et la France. Jean Moulin et les services gaullistes ne sortent pas grandis de cette longue investigation qui a commencé lorsque Robert Belot a publié *La France sans de Gaulle*.

Le général d'aviation Jules Davet, plutôt monarchiste, l'avocat Philippe Monod, homme de gauche appartenant à Combat, et Pierre de Bénouville, venu de l'extrême droite et recruté par Frenay, forment le *noyau dur* de la Délégation. Bénouville, homme-clé de la France résistante en Suisse, futur bras droit de l'aviateur Marcel Dassault Avant-guerre, il travaillait à la *Revue Hebdomadaire*, il connaît donc Bernard Barbey, chef de l'état-major particulier du général Guisan, jusqu'en 1939 secrétaire général de cette revue. C'est Barbey qui le présente à Roger Masson... Bénouville est, aujourd'hui encore, associé à la trahison à l'origine de l'arrestation de Jean Moulin, devenu le héros absolu après sa panthéonisation. La Délégation est donc bien connue des autorités suisses, comme le comte Pierre de Leusse, représentant du général de Gaulle en Suisse dès la fin de l'année 1942. De nombreux réseaux français sont également implantés sur territoire suisse, comme le réseau Bruno dirigé par le commandant Pourchot attaché militaire à l'ambassade de France à Berne.

## La Suisse, un « sanctuaire » pour la Résistance

Pouvoir passer la frontière franco-suisse et travailler sur territoire suisse représentent un enjeu stratégique pour la Résistance française de l'intérieur qui doit absolument établir des liens avec l'extérieur, avoir un accès au monde libre. Bien que le général de Gaulle n'évoque la Suisse qu'à quatre reprises dans ses *Mémoires de guerre*, et seulement à propos des opérations militaires de 1944, la Confédération sert de sanctuaire et de relais à la Résistance.

Les liaisons radio depuis la France sont difficiles à cause du manque de matériel et de la redoutable radiogoniométrie allemande. La presse suisse, la seule relativement libre en Europe, permet aux résistants de mieux apprécier la situation internationale et la collaboration du régime de Vichy avec l'Allemagne. Des paquets de journaux romands passent régulièrement la frontière. Les services américains transfèrent des fonds à la Résistance avec la complicité de certaines banques suisses. Des résistants brûlés en France trouvent en Suisse un refuge mais également une base d'où ils peuvent continuer le combat. Des gens des maquis proches de la frontière, dans le Jura, en Savoie, en Haute-Savoie et dans l'Ain, viennent se mettre quelque temps au vert. Des proches de résistants, des membres de familles très menacées en France, entre autres des frères, sœurs et cousins du général de Gaulle, Pierre Mendès-France et ses parents, trouvent refuge en Suisse.

Tout cela nécessite des passages clandestins de la frontière dans les deux sens, donc des filières et des passeurs-contrebandiers qui agissent souvent à l'insu des autorités cantonales et fédérales. En revanche, la collaboration entre les gardes-frontière suisses et le SR laisse beaucoup à désirer, les premiers ne manquant pas une occasion d'arrêter *d'honorables correspondants* des services dirigés par le colonel brigadier Roger Masson, au risque de les brûler.

### Le SR a besoin d'informations

C'est la *neutralité bienveillante*, la volonté de ne pas voir de nombreux fonctionnaires, l'appui d'autorités suisses à tous les niveaux, mais particulièrement du Service de renseignement, qui rendent ces activités possibles. Le commandement de l'armée et le Conseil fédéral ont un besoin impérieux d'informations sur l'Allemagne et la France occupée, sur les mouvements de la Wehrmacht dans un rayon de trois cents kilomètres depuis la frontière, sur les intentions des chefs politiques et militaires allemands. Il s'agit parfois d'obtenir des matériels introuvables en Suisse, entre autres du bort ou des compresseurs d'avion.

La Division «France» du SR suisse, aux ordres du colonel Cuénoud, coopère activement avec la Résistance. Le capitaine Clément, chef de l'antenne genevoise du SR suisse et Roger Farquet collaborent avec Bénouville. A la frontière, les services suisses se chargent du courrier non confidentiel à destination de la Délégation à Genève, mais



FFI et civils trinquent à la libération.

ils doivent attendre ce que les Américains ou le général Javet veulent bien leur communiquer. Il y a donc une tentation très forte d'ouvrir les enveloppes, de faire des copies, voire de saisir certains documents, de faire ce que la Délégation appelle de « discrets pillages ». A la frontière franco-genevoise, l'abbé Desclouds et ses scouts, Gilbert Ceffa assurent le passage de personnes et de courrier.

A Porrentruy, le premier-lieutenant Denys Surdez, au civil instituteur à Bassecourt et militairement chef du Bureau « Ajoie », autorise le Belfortain Albert Meyer, membre du réseau Bruno et futur général, dont la filière va sauver plus de mille personnes, à passer la frontière à Boncourt ou à Damvant, sans se faire contrôler par les douaniers. Meyer fournit à Surdez des informations sur l'ordre de bataille allemand en France jusqu'en été 1942, moment où le capitaine Clément, à Genève, le prend en charge. La famille Quain de la Queue au Loup à Boncourt, en particulier Yvonne, qui a fait ses classes à Lebétain dans le Territoire de Belfort et est mariée à un Français, ainsi que les Monnod à trois cent mètres de là, en France, font passer renseignements, résistants, réfugiés et articles de contrebande.

Robert Belot, avec *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle (1943-1944)*, apporte, sans le vouloir, de très sérieuses corrections aux affirmations partiales du Rapport Bergier qui tait soigneusement le fait que de nombreux Suisses et le Service de renseignement de Roger Masson *ont fait la guerre* du côté allié ! Année après année, des critiques de plus en plus sévères s'élèvent contre le Rapport de la Commission Bergier, jamais en Suisse, un ouvrage historique n'a subi pareil déluge !

H.W.